



Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud  
13800 ISTRES  
Site Web: [www.symcrau.com](http://www.symcrau.com)

## **BORDEREAU D'ENVOI**

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE  
Tél : 04.42.56.64.86  
Mail: [contact@symcrau.com](mailto:contact@symcrau.com)

Liste des pièces adressées le  
A  
Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
<b>Délibération :</b> Débat d'orientations budgétaires présenté sous forme de rapport	N° 27/19	19 décembre 2019

Fait à Istres le

La Présidente du SYMCRAU,

Céline TRAMONTIN



**ACCUSE DE RECEPTION :**

Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :

(Tampon-dateur de la Sous-Préfecture)

Sous-Préfecture d'Istres

24 DEC. 2019

Courrier arrivé



## **Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau**

### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**N° 27/19**

**Objet de la délibération :** Débat d'orientations budgétaires présenté sous forme de rapport

L'an deux mille dix neuf  
et le dix-neuf décembre  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué s'est réuni,  
en nombre prescrit par la loi  
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

#### **Étaient présents :**

- Membres à voix délibérative :  
Mme Monique ARAVECCHIA, Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, Mme Corine BOUYA,  
Mme Aline CIANFARANI, M. Alain DERVIEUX, M. Xavier DUFOUR, M. Yves GARCIA, Mme  
Mireille HENRY, Mme Jacqueline HERVY-BALAND, M. Daniel HIGLI, M. Louis LESCOT, M.  
Jean-Pierre MUTERO, M. Louis PHILIPPE, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN,
- Pour les membres à voix consultative :  
Néant
- Procurations :  
Néant

Membres à voix délibérative en exercice : 31
Membres à voix délibérative présents : 16
Procuration : 0
Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 16

**Secrétaire de séance :** Mme Mireille HENRY

**Rapporteur :** Mme Céline TRAMONTIN

En vertu de l'article L.5722-1 du CGCT, la gestion du Syndicat mixte, est assimilée à celle d'une commune de plus de 3 500 habitants. Celle-ci doit obligatoirement organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédents le vote du budget primitif. Ce débat n'a aucun caractère décisionnel mais doit néanmoins faire l'objet d'une délibération avec vote.

**VU** l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, dite loi NOTRe et le décret 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, le rapport d'orientation budgétaire des établissements publics qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, tel que le SYMCRAU, doit comporter :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes,
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette le cas échéant, et les perspectives pour le projet de budget.

Comme pour l'exercice 2019, le rapport présente, en outre, l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2312-1,

**VU** le rapport d'orientations budgétaires ci-joint,

### **Le Comité :**

**OUI** l'exposé de Mme la Présidente, présentant le rapport d'orientations budgétaires

**APRES** en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE** des membres présents,

**PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2020 présenté sous forme de rapport ci-joint,

**AUTORISE** la Présidente à signer les pièces nécessaires,

**AINSI** fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,**

**Céline TRAMONTIN**



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



## RAPPORT N° 1 :

### Objet : Rapport d'Orientations Budgétaires

En vertu de l'article L.5722-1 du CGCT, la gestion du Syndicat mixte, est assimilée à celle d'une commune de plus de 3 500 habitants. Celle-ci doit obligatoirement **organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédents le vote du budget** primitif. Ce débat n'a **aucun caractère décisionnel** mais doit néanmoins **faire l'objet d'une délibération avec vote**.

**Vu** l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, dite loi NOTRe et le décret 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, le rapport d'orientation budgétaire des établissements publics qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, tel que le SYMCRAU, doit comporter :

- **Les orientations budgétaires** envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- **La présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations envisagées en matière de **programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes**,
- **Des informations relatives à la structure** et la gestion de l'encours de dette le cas échéant, et les perspectives pour le projet de budget.

Comme pour l'exercice 2019, le rapport présente, en outre, **l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel** pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

La présentation de ce rapport par l'exécutif doit donner lieu à un débat, dont il sera pris acte par une **délibération spécifique de l'assemblée délibérante, et fera l'objet d'un vote**. L'assemblée délibérante prendra non seulement **acte de la tenue du débat**, mais également de **l'existence du rapport** sur la base duquel se fonde le DOB.

### Le contexte général et les grandes orientations 2020

Le premier objectif du DOB est de **mettre en discussion les priorités d'intervention** de la structure dans le contexte financier et administratif de celle-ci.

### Evènements marquants 2019 et perspectives

L'actualité de l'été 2019, avec 87 départements ayant fait l'objet de mesures de restriction d'eau, montre combien le besoin de gestion de la ressource en eau devient prégnant.

Face à ce constat et à la suite des assises nationales de l'eau, le gouvernement s'est engagé dans le cadre d'une feuille de route spécifique à proposer de nouveaux outils parmi lesquels notamment :

- l'élargissement des compétences des collectivités en matière de gestion de la ressource en eau par l'élargissement de la définition du petit cycle de l'eau dans le CGCT intégré à l'article 37 du projet de loi engagement et proximité. Cette disposition permettra de légitimer l'implication des collectivités en charge de l'adduction en eau potable dans les structures de gestion de la ressource et d'imputer leur contribution financière sur le budget de l'eau.

- les Projets de Territoires pour la Gestion de l'Eau offrant un nouveau cadre de concertation
- Le développement des paiements pour service environnementaux pour reconnaître les pratiques vertueuses de l'agriculture pour la ressource en eau...

Ainsi, l'organisation de la politique locale de l'eau sur la Crau est résolument précurseur. Elle répond à la vulnérabilité accrue de cette nappe de la Crau pourtant stratégique pour l'alimentation en eau potable et l'équilibre socio-économique du territoire.

Les difficultés de remise en eau rencontrées sur le canal de la haute Crau par défaut d'entretien cette année ont particulièrement illustré ces enjeux et l'urgence à agir. En effet la pérennité du transfert d'eau sur lequel repose l'ensemble des usages des canaux et de la nappe est une question centrale dont les perspectives sont pourtant incertaines :

- Diminution de la disponibilité en eau sur le bassin de la Durance dans un contexte de conflits d'usages et de changement climatique → nécessité de faire plus d'usages avec moins d'eau donc d'optimiser par une gestion plus efficiente de l'eau (moderniser les canaux)
- Vocation multi-usages du transfert d'eau lié à la recharge de la nappe inexistante sur le plan réglementaire et donc non pris en compte dans les arbitrages sur la ressource Durancienne → faire reconnaître l'existence des usages de la nappe de Crau aujourd'hui « passagers clandestins » dans le partage de la ressource durancienne et institutionnaliser leur représentation
- Recharge artificielle dont la pérennité repose :
  - sur la santé économique d'une filière agricole,
  - la préservation foncière des surfaces de prairies,
  - la préservation des périmètres irrigués et la capacité des ASA (et donc des propriétaires) à financer l'entretien et la modernisation des ouvrages dont la vocation officielle est agricole mais derrière lequel dépend la recharge de la nappe dont les usages sont multiples.

Fort de ce constat, des évolutions sont à engager pour s'attacher à ces sujets de fond pour le territoire. Le présent débat d'orientations budgétaires est un outil pour définir les moyens qui pourront être mis en œuvre.

#### Bilan des actions 2019 et priorités 2020 :

##### Observer et anticiper :

##### **Le réseau de suivi quantitatif et qualitatif :**

Objectif :

*Disposer d'une vision de l'évolution de la qualité des eaux souterraines et en temps réel de l'évolution du niveau de la nappe*

Mise en œuvre 2019	Priorité 2020
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quantité : suivi, maintenance et exploitation des données des 23 piézomètres SYMCRAU, analyse des 10 points des autres réseaux partenaires (INRA, BRGM)</li> <li>- Qualité : échantillonnage (hautes et basses eaux) et exploitation des données des 17 Qualitomètres</li> <li>- Audit du réseau qualité</li> </ul>	Poursuite du suivi (action chronique)
<b>Coûts : 26 000 €</b>	<b>Coûts : 30 000 € et 70 jours de travail</b>

##### **- L'observatoire de la nappe :**

Objectif :



Recenser, inventorier et diffuser à un large public les données et études liées aux eaux souterraines et à l'occupation des sols en Crau

Mise en œuvre 2019	Priorité 2020
<ul style="list-style-type: none"> <li>- animation et mise à jour régulière de l'observatoire</li> <li>- mise à disposition des données lors des demandes</li> <li>- Transmission d'un bulletin quantitatif mensuel</li> <li>- Réalisation de bulletins quantitatifs et qualitatifs annuels</li> </ul>	Poursuite du dispositif à l'identique
Coûts : 1 500 € +15 jours de travail	Coûts : 1500 € +30 jours de travail

#### Le modèle hydrogéologique :

Il s'agit d'un outil de calcul capable de simuler l'évolution du niveau de la nappe et la migration de polluants dans les eaux souterraines.

Objectif :

*Evaluer l'impact de projets (aménagement, nouveau captage...),*

*Réaliser des simulations prospectives liées à d'éventuelles modifications de la recharge de la nappe*

*Simuler des transferts de polluants depuis la surface dans le cadre de pollutions accidentelles ou diffuses (extension d'un panache de pollution, temps de transfert ...)*

Mise en œuvre 2019	Priorité 2020
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise à jour du modèle en vue de son utilisation dans le cadre de l'étude SINERGI</li> </ul> Utilisation du modèle pour la simulation des impacts sur les usages et les milieux de scénarios d'évolution de la recharge et des prélèvements (SINERGI)	Utilisation du modèle pour la simulation des impacts sur les usages et les milieux de scénarios d'évolution de la recharge et des prélèvements (SINERGI)
0 (compris dans SINERGI)	20 jours maintenance (+ utilisation dans Le dispositif CAHM)

#### Connaître :

##### L'ERS (Etude Ressource Stratégique) :

Objectif :

Définir des zones de sauvegarde pour préserver les besoins actuels et futurs en eau potable

Mise en œuvre 2019	Priorité 2020
Définition d'un plan d'actions opérationnel pour la préservation des ZS	Animation et suivi des délibérations des EPCI et Communes Suivi de l'instruction Suivi des projets en zone de sauvegarde et des dossiers de planification urbaine + rédaction des avis Animation dans le domaine agricole
40 Jours de travail	110 Jours de travail

##### L'étude SIMBA (Surveillance des Intrusions Marine en Basse crAu)

Objectif :

Mettre en place un réseau de suivi du biseau salé pour connaître son état et sa variabilité dans l'espace et dans le temps,

-Identifier l'origine de la salinité et comprendre les facteurs de contrôle de son évolution,

Optimiser un réseau de surveillance à long terme et définir des mesures de gestion pour limiter les intrusions marines (si nécessaire)

Mise en œuvre 2019	Priorité 2020
- fin de l'étude SIMBA - création et équipement de piézomètres pour suivre la salinité	- étude terminée, transfert du suivi du réseau salinité dans l'observatoire
<b>Coût : environ 46 000€ étude + environ 52 000 € investissement</b>	

#### **L'étude SINERGI (Sensibilité de la Nappe aux conditions de prélèvements et de Recharge et Gestion de crise)**

Objectif :

Connaître les volumes exploitables dans la nappe en fonction des conditions de recharge,

Définir des côtes piézométriques de référence pour anticiper et gérer les situations de tension sur la ressource.

Définir des conditions de recharge « minimales »

Mise en œuvre 2019	Priorité 2020
<b>Mise à jour pour utilisation du modèle</b> pour la simulation des impacts sur les usages et les milieux de scénarios d'évolution de la recharge et des prélèvements (SINERGI)	<b>Fin de l'étude</b>
<b>Coûts environ 20 000 €</b>	<b>Coûts : environ 33 500€ + 100 jours de travail</b>

#### **L'étude Zones Humides : action C3-5 du contrat de nappe**

Objectif :

Définir les besoins en eau des milieux naturels alimentés par la nappe, en quantité et en qualité pour définir les limites d'exploitation des eaux souterraines

Il s'agira de :

Mise en œuvre 2019	Priorité 2020
- synthèse des connaissances disponibles sur le fonctionnement des milieux humides situé sur le périmètre de la nappe et en bordures (notamment marais de basse Crau, Marais d'Arles, Marais du Vigueirat et Marais des Baux) - cahier des charges pour déterminer les volumes d'eau (des canaux et de la nappe) nécessaires et les caractéristiques associées au bon état de conservation des habitats et des espèces - Définition des coûts et du plan de financement - Contribution aux études SOCLE Métropole et Grand Delta du Rhône - Rédaction de la fiche à actions à inscrire dans la phase 2 du Contrat de nappe	-consultation - étude
<b>Coûts : 180 jours</b>	<b>Coûts : environ 67 000 € + 70 jours</b>

[Accompagner les politiques publiques](#)

**Suivre l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques susceptibles d'interférer avec la ressource en eau souterraine (alimentation en eau potable et gestion des eaux usées, aménagement du territoire, pluvial, politique agricole...)**

Mise en œuvre 2019	Priorités 2020
Assise nationale de l'eau, présentation et proposition d'une note reprise en partie dans la loi de proximité SAGE de la Durance Mise à jour état des lieux du SDAGE Rhône Méditerranée AGORA SOCLE Métropole et Grand Delta Participation à l'ANEB, le colloque national de l'ASTEE à Marseille, l'AHSP Comité sécheresse Dépollution SPSE	Poursuite - Elaboration du SDAGE 2022-2027 - SAGE Durance - AGORA - Comité sécheresse - Dépollution SPSE
<b>Nombre de jours : 90 jours</b>	<b>Nombre de jours : 90 jours</b>

**Conseiller les porteurs de projets dans la prise en compte des questions d'eau dans leurs projets et mise en place du dispositif CAMH-CRAU**

Objectifs :

- favoriser une gestion durable de la ressource en eau

Bénéfice pour les maîtres d'ouvrage :

Disposer d'outils et de services spécialisés clés en main et à moindre coût

Gagner du temps dans les procédures

Mise en œuvre 2019	Priorité 2020
Avis CDAC ZAC des Gabins SCOT métropole : document de présentation des enjeux + réunion Avis BUT Salon Avis LIDL Saint Martin de Crau Avis LIDL Salon de Provence Avis Bayanne Captage Moulès Note technique sur la mise en place d'un piézomètre dans le périmètre de protection rapproché du captage ZAC de la Crau GPMM : forage contamination bactériologique CEN PACA : Mare de Lanau hydrologie de la mare Assistance au CT3 (inondations des caves du centre-ville de Salon de Provence, prélèvement pour analyses des eaux Assistance au CT5 dans le cadre d'un nouveau captage sur Miramas Suivi contournement autoroutier d'Arles Suivi Natura 2000 Projet Sohumid BRGM Pollution hydrocarbure Raphèles Suivi du diagnostic pollution lié au site SIMT	Poursuite et assistance aux porteurs de projets Notamment : - étude sur l'implantation d'un nouveau captage pour la sécurisation du champ captant de Sulauze pour les villes de Miramas et Saint Chamas - étude et mise en place d'un réseau de suivi et d'analyses en centre-ville de Salon de Provence suite à l'inondation des sous-sols en hyper centre  - Autres...



Sollicitation BTS Gemeaux Transmission données de l'observatoire sous conventionnement Transmission de données techniques aux bureaux d'Etude (géothermie Clesud, contournement autoroutier d'Arles) Suivi commission connaissance SMAVD Suivi COPIL sur l'étude des zones de sauvegarde AERMC ....	
<b>Nombre de jours : 50</b>	<b>Nombre de jours : 60</b>

## Sensibiliser aux enjeux de l'eau sur le territoire

Objectif :

*Faciliter la compréhension des politiques menées*

Mise en œuvre 2019	Priorité 2020
Publication des bulletins annuels et rapport d'activité Manifestations de sensibilisation sur la nappe de la Crau (salon des agricultures, istres propre, Nature en Fête, challenge 0 bouteilles plastiques, assises du changement climatique du pays d'Arles, ...) Mise à jour du site internet et de la page Facebook Envoi du bulletin qualité Envoi de la newsletter Elaboration d'une stratégie de Communication et de sensibilisation (CISEF)	Poursuite des actions + Mise en œuvre de la stratégie
<b>Nombre de jours : 150</b> <b>Coût : 2 000 €</b>	<b>Nombre de jours : 220</b> <b>Coût : 25 000 €</b>

## Installer durablement le siège social du SYMCRAU

Le Comité Syndical a délibéré au printemps 2019 sur l'implantation du siège du syndicat dans des locaux mis à disposition par la Métropole situé à Entressen. Il s'agira au premier semestre 2020 de définir précisément les contours du projet (objectifs, ambition des travaux, partenariats...) pour bâtir le plan de financement. L'avancement du dossier ne permet pas de prévoir les dépenses afférentes à l'étape du ROB, cependant un budget supplémentaire pourra être envisagé courant 2020 selon l'avancée des travaux avec un débat spécifique.

[Coordonner les différents acteurs du bassin versant pour promouvoir une gestion globale et concertée de la ressource en eau sur le territoire la Crau](#)

## Le CONTRAT DE NAPPE

Objectif :

*Coordonner, planifier et programmer les énergies pour une gestion durable de la ressource en eau*

Mise en œuvre 2019	Priorités 2020
<ul style="list-style-type: none"> <li>- poursuite des actions (SINERGI, SIMBA, suivi quali/quantitatif)</li> <li>- Accompagnement d'autres actions sous MO partenaires</li> <li>- Révision à mi-parcours et programmation de la phase 2</li> </ul>	Signature de l'avenant de phase 2 et mise en œuvre des actions
<b>Coût intégré dans les autres postes + coût stagiaire de Master</b>	<b>4 000 € + 73 jours (+coût des actions intégrées dans les autres postes)</b>

### Étude juridique sur la stratégie de gestion de la ressource souterraine en Crau et les évolutions statutaires à envisager pour le SYMCRAU et les outils à mobiliser

Objectif :

- Construire une politique de gestion qui réponde aux enjeux de fond du territoire : consolider le transfert d'eau depuis la Durance et assurer la compatibilité de l'aménagement du territoire avec la préservation de la ressource en eau dans ses fonctions d'usages et environnementales.
- adapter les statuts du syndicat en fonction des nouvelles orientations et du contexte institutionnel

Mise en œuvre 2019	2020
Obtention de subventions Lancement de l'étude en septembre	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fin de l'étude</li> <li>- procédure de modifications statutaires</li> <li>- engagement des outils de gestion (Labellisation EPTB, SAGE,... ?)</li> </ul>
<b>Environ 15 000 € 20 Jours de travail</b>	<b>51 000€ + 40 jours</b>

### Labellisation du SYMCRAU en EPTB et création d'un SAGE de la Crau

Objectif :

- Affirmer un cadre territorial de gestion et de gouvernance pour détermination des volumes prélevables de la Nappe, fixer une dotation « ressource » par catégorie d'usages en fonction des conditions de recharge
- Définir un cadre commun et local permettant de préserver les zones de sauvegarde

Nouvelle action en 2020
<ul style="list-style-type: none"> <li>- définition du plan de financement</li> <li>- recrutement d'un chargé(e) de mission dédié(e)</li> <li>- dossier de candidature</li> <li>- constitution de la CLE</li> </ul>
<b>200 jours de travail</b>



## Mise en place de « Paiement pour Services Environnementaux (PSE) » (si retenu dans le cadre de l'appel à projet de l'Agence de l'Eau)

Objectif :

- Favoriser le maintien des prairies fourragères par la mise en œuvre d'un dispositif de rémunération des agriculteurs pour services environnementaux rendus liés à la recharge de la nappe.

Mise en œuvre 2020
Réponse à l'appel à projet
Si dossier retenu : étude de définition du dispositif pour début de mise en œuvre en 2021
<b>Si retenu : environ 50 000 € + 100 jours de travail</b>

### Principes généraux de la construction du budget :

En 2017 avait été établies, des perspectives tri-annuelles visant à professionnaliser le SYMCRAU dont les moyens demeuraient anecdotiques à la création et sans rapport avec l'ampleur des missions confiées et des attentes des collectivités toujours croissantes comme en témoigne l'utilisation du dispositif de conseil et d'assistance aux collectivités.

Pour mémoire, il avait été acté la nécessité de **maintenir le dynamisme de la structure et la capacité d'expertise** en accompagnement des projets et donc de rechercher des recettes permettant d'assumer les dépenses maîtrisées mais croissantes inhérentes à la montée en puissance du Syndicat. La montée en puissance du budget pour répondre au niveau d'ambition souhaité par les collectivités et assurer la programmation du Contrat de nappe a été rendue possible grâce à l'optimisation systématique des dépenses par la recherche d'un effet levier au travers de subventions auprès de l'Agence de l'Eau, de la Région, du Département et de l'Europe, permettant de réaliser **3 € d'intervention pour un 1 € de cotisation statutaire**.

Trois ans plus tard, l'équipe a été consolidée et les grands chantiers d'étude menés à terme (ERS, SIMBA, SINERGI). Fort des conclusions établies et de l'étude juridique en cours, il s'agit maintenant de mobiliser la connaissance acquise pour poser un cadre de gestion de la ressource et ainsi pérenniser durablement les usages et les fonctions environnementales de la nappe (milieux naturels, paysages ...).

**Les propositions budgétaires pour l'exercice 2020 visent à répondre à ces ambitions dans le cadre d'une nouvelle projection tri-annuelles 2020-2022.**

Le financement des services d'expertise et de conseil à l'échelle locale (inférieure à l'échelon communal) sera maintenu dans un cadre conventionnel dont les aspects financiers sont basés sur les montants journaliers forfaitaires fixés par délibération 06/17 du 31 mars 2017 et 17/19 du 5 mars 2019.

## Evolution des dépenses et des recettes

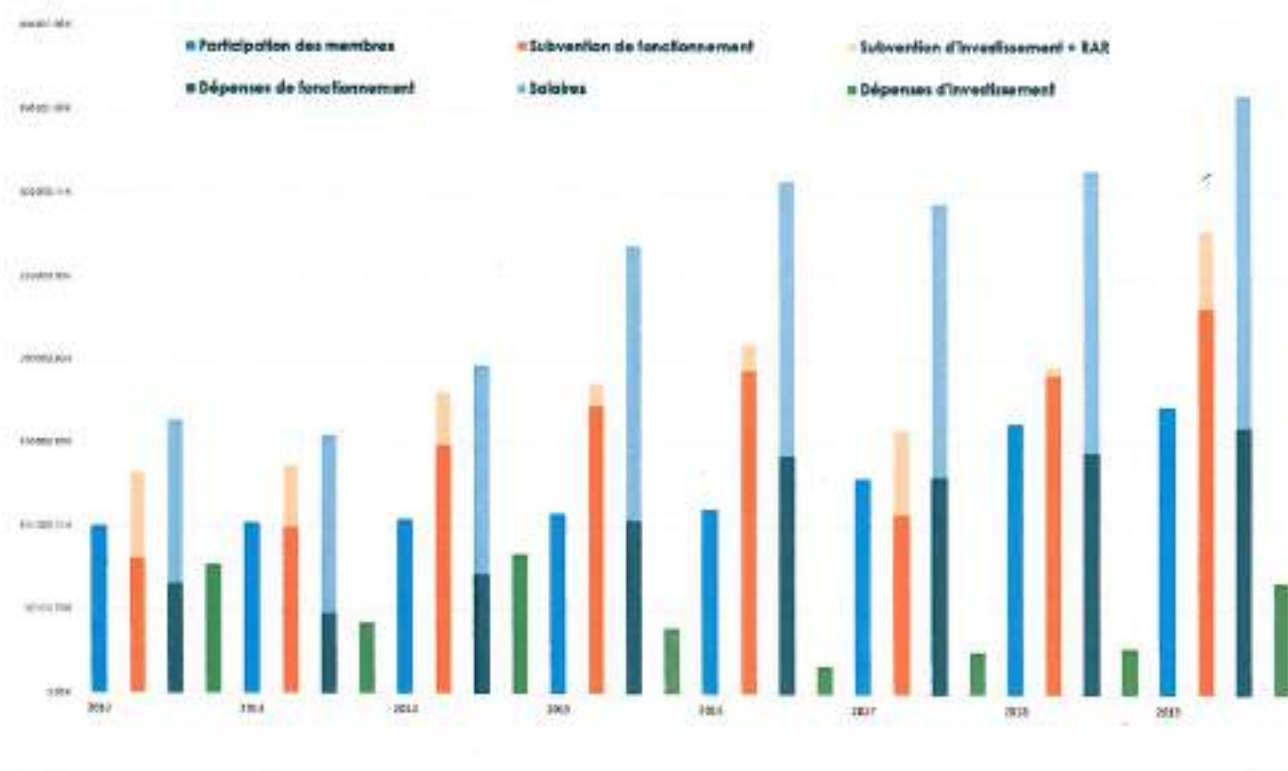


Figure 1 : Etat des dépenses et des recettes depuis 2012

L'évolution des dépenses montre une tendance des dépenses de fonctionnement à la hausse qui reflète la montée en puissance du syndicat en réponse aux orientations politiques actées en 2017. Les dépenses d'investissement sont toujours largement inférieures aux dépenses de fonctionnement et ceci s'explique par l'objet du syndicat.

En ce qui concerne les recettes, bien que les participations statutaires suivent une tendance à la hausse, l'augmentation des recettes issues des subventions (Agence de l'Eau principalement ainsi que Région et Département dans une moindre mesure) couvre en grande partie l'augmentation des dépenses.

### 3-1 La masse salariale

La masse salariale représentera environ 46% des dépenses de fonctionnement en 2020 (hors amortissement). Ce qui correspond parfaitement au rôle confié au SYMCRAU, à savoir de disposer d'un pôle d'ingénierie spécialisé et mutualisé à l'échelle du territoire sur les questions de ressource en eau et leur prise en compte dans les différentes politiques publiques.

En 2019, le SYMCRAU fonctionnait avec 5,4 Equivalents Temps plein répartis sur 4 postes permanents tous pourvus partiellement (temps partiel et temps non complet de 80 à 90%) et 2 non permanents.

Fonction	Missions	Grade	Permanent	Quotité	Devenir 2020
Direction	Animation du contrat de nappe, gouvernance et orientations stratégiques	Ingénieur	Oui	90%	Pas de changement
Gestion financière et administrative	Finances, RH, administratif...	Adjoint administratif principal 2 <sup>ème</sup>	Oui	90%	Passage à temps plein envisagé



		classe			
Chargé de mission Réseaux, Observatoire et Connaissances	Suivi de la nappe (qualité, quantité, intrusion marine), observatoire, accompagnement technique des membres	Ingénieur	Oui	80% sur autorisation	Pas de changement
Chargé de mission Modélisation de la nappe et aménagement du Territoire	Mise à jour du modèle de la nappe, étude SINERGI, avis dans les projets d'aménagement du Territoire	Ingénieur	Oui	80% de droit	Evolution des missions vers un poste de chargé de mission SAGE
Chargé de mission Zones Humides et Ressource Stratégique	Projet OSMOSE Animation ressources stratégiques	Ingénieur	Non	100%	Pérennisation sur un poste permanent (sous réserve du financement du projet)
Chargé de mission pédagogie à l'environnement communication	Stratégie CISEF Actions diverses de communication et de sensibilisation	Technicien	Non	100%	Pérennisation sur un poste permanent (sous réserve du financement des actions de la stratégie CISEF)

Pour l'année 2020, il est envisagé de maintenir les postes actuels avec une évolution des missions du poste de chargé de mission gestion quantitative pour le dédier à l'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Il est également envisagé en fonction du résultat de l'appel à projet de l'Agence de l'Eau, de recruter un agent pour l'étude et la mise en place du dispositif « Paiement pour Services Environnementaux (PSE) ». Ce point devra être débattu en séance.

**Ainsi, une évolution des charges de personnel est prévue en 2020, elles s'élèveront à près de 350 000 €.**

### 3-2 Le budget de fonctionnement consacré aux actions

L'année 2020 marque le début de la mise en œuvre de la phase 2 du contrat de nappe et surtout l'évolution du syndicat sur de véritables missions de gestion avec en particulier le SAGE dans le cadre de la labellisation EPTB en complément des missions classiques de suivi, d'études (fin de SINERGI sur la gestion quantitative, OSMOSE) et d'accompagnement des politiques publiques (eau potable, aménagement). Il s'agira également d'entrer dans la mise en œuvre de la stratégie de communication et de pédagogie à l'environnement (CISEF) qui vise à faciliter la compréhension et l'appropriation des démarches détaillées supra.

Pour l'année 2020, le budget dédié aux actions s'élèvera à environ **315 000 €** contre 228 000 € en 2019 soit une augmentation d'environ 38%.

### 3-3 Evolution des charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement hors charges de personnel sont globalement stables voire en baisse malgré la montée en puissance évoquée et les deux recrutements opérés en 2019. Les crédits prévus pour 2020 s'élèvent à près de **90 000 €** contre 97 000€ en 2019. Ceci témoigne d'une gestion maîtrisée des dépenses à caractère général.

### 3-4 Le budget d'investissement

**Le budget d'investissement est généralement plus faible que le budget de fonctionnement** (CF figure 1). Ceci s'explique encore une fois par les **missions statutaires du SYMCRAU davantage orientées vers des études, des suivis, de l'animation territorial de la politique de l'eau et un capital humain spécialisé** (donc du fonctionnement).

Les investissements réalisés par le SYMCRAU depuis sa création correspondent donc à du matériel informatique, trois véhicules, des études préalables à des travaux, des travaux de forage et des équipements d'hydrométrie.

Pour 2020, l'essentiel des dépenses d'investissement correspond à la rénovation du futur siège social du syndicat (étude de programmation), à la poursuite de l'équipement des réseaux de suivi et dans une moindre mesure au renouvellement du matériel informatique.

Concernant les futurs locaux du syndicat, le projet précis n'étant pas encore connu, seule l'étude de programmation sera intégrée au stade budget primitif 2020. A moyen terme (fin 2020-2021), le **SYMCRAU devrait démarrer des travaux d'aménagement**. Le projet, dès qu'il sera finalisé, **pourrait nécessiter une dépense importante et nouvelle en section d'investissement**. Il faudra rechercher alors, auprès de partenaires voire d'organismes financiers, des financements correspondants. Au regard de l'importance des arbitrages budgétaires concernant ce dossier, ceux-ci pourront faire l'objet d'un budget supplémentaire en cours d'exercice.

**Les dépenses d'investissement 2020 au stade du budget primitif sont en baisse par rapport à l'année 2019.** Ainsi, elles **s'élèvent en 2020 à environ 100 000 €** contre 135 000 € en 2019 (hors opération patrimoniale).

#### Endettement

Le SYMCRAU a réussi la montée en puissance progressive liée à sa création **sans contracter d'emprunt** tout en s'équipant et en réalisant des travaux.

Le projet **d'installation pérenne dans des nouveaux locaux** ci-dessus évoqué, **pourrait nécessiter à moyen terme de contracter un emprunt** pour des travaux d'aménagement. Toutefois, s'il s'avère nécessaire de recourir à l'emprunt après déduction des subventions, l'objectif sera de rechercher un niveau de mensualité proche des dépenses actuelles de locations immobilières (près de 11 000€/an).

#### Encadrement du chiffrage des ressources



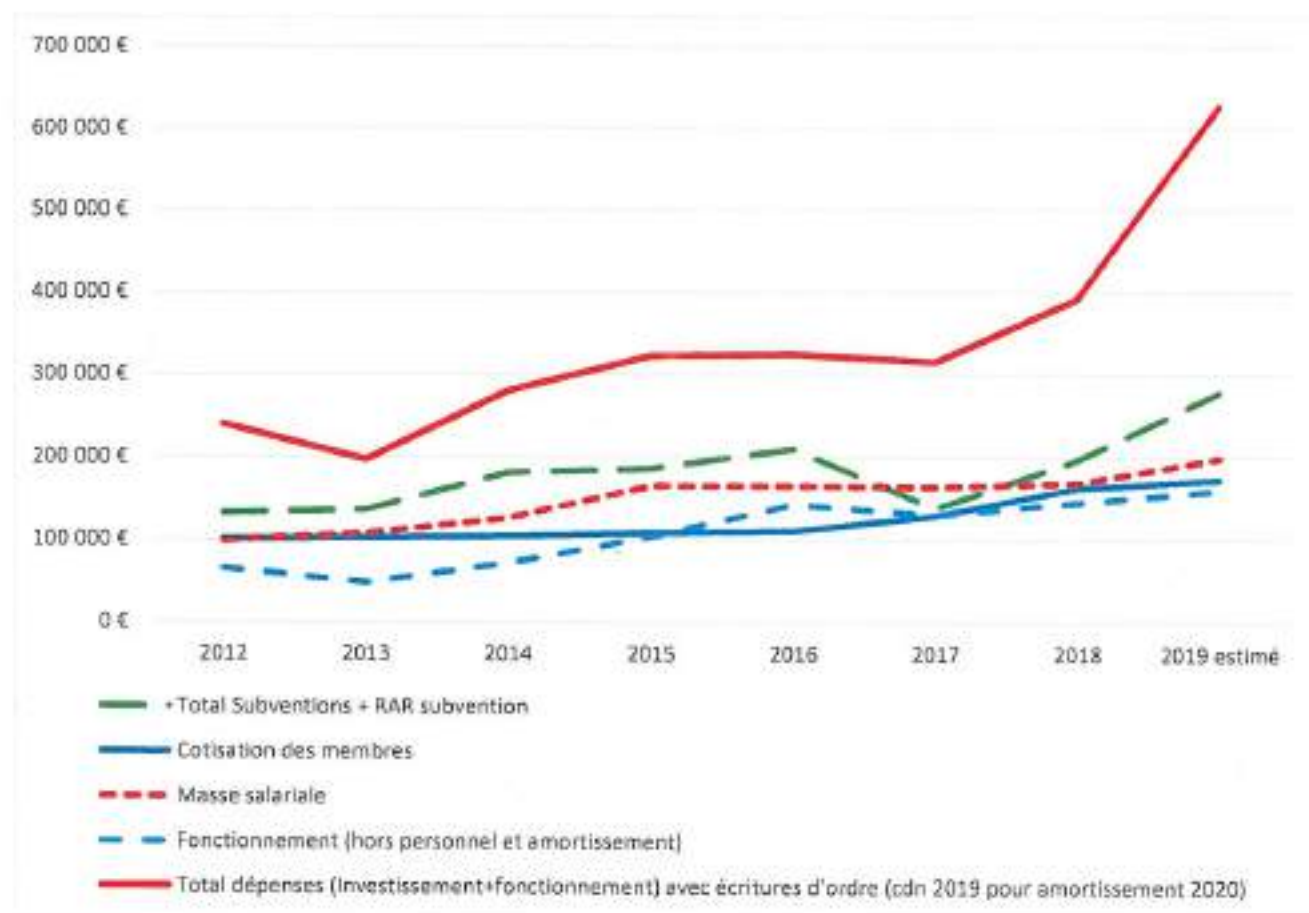


Figure 2 : Evolution des dépenses et de recettes

### 5-1 Les subventions :

Un effet levier est systématiquement recherché par la mobilisation de co-financements de l'Agence de l'Eau, de la Région et du département, voir de l'ADEME et de l'Europe sur les postes techniques et les actions que met en œuvre le SYMCRAU. Si bien que **pour 1€ de cotisation statutaire, le SYMCRAU réalise 3 € d'intervention (Cf figure 2)**

**1€ de contribution statutaire = 3€ d'interventions**

Ainsi, malgré le désengagement des crédits européens FEDER en 2013 et le désengagement de la Région sur toutes les opérations conduites en régie en 2019, **la part des subventions dans les recettes est toujours prépondérante et en hausse** (cf figure 2 ci-dessus) avec un rythme plus soutenu que l'évolution des participations. En 2020, les subventions s'établissent autour de 380 000 € et représente 60% des recettes réelles (en majorité en section de fonctionnement). Elles correspondent essentiellement à des soldes de subventions pour les études et les postes (soldes et acomptes), le suivi de la qualité et la quantité (solde et acompte), et des acomptes sur diverses actions qui seront lancées en 2020.

En investissement, **15 000 €** de subventions sont attendus et correspondent aux soldes d'investissement du projet OSMOSE (achat de sondes), du suivi qualité quantité, et certainement pour environ **21 000 €** de reste à réaliser pour le solde de la subvention d'investissement SIMBA clôturée en 2019 mais pas encore payée par la Région.

Ce modèle économique nécessite une trésorerie suffisante permettant de financer les avances inhérentes aux modalités de versement des subventions après paiement.

Le **Contrat de nappe permet d'avoir une visibilité pluriannuelle** des subventions qui continueront de conforter les recettes du Syndicat sur les actions généralement à hauteur de 80% des projets. Sur les postes, seules les subventions de l'Agence de l'eau devraient se maintenir.

## 5-2 Les cotisations statutaires des membres :

La répartition des cotisations des membres est définie par application d'une clé fixée dans les statuts. La montée en puissance du Syndicat est liée à son déploiement progressif depuis sa création. Actuellement toujours en dynamique de progression au bout de 10 ans d'existence, **les attentes des membres et des partenaires institutionnels demeurent croissantes.**

**Créé avec 45 000 € de participations statutaires totales en 2006, le SYMCRAU pâtit toujours du manque de moyen engagé au départ de sa création. Portées à 100 000 € en 2011, celles-ci sont restées globalement stables jusqu'en 2017.** En 2017 a été arrêté une décision d'évolution des cotisations visant à mettre en adéquation les missions confiées par les membres avec le budget alloué et ainsi mettre à niveau les participations statutaires. Les figures 1 et 2 montrent bien la stabilité des cotisations jusqu'en 2017 puis la phase de croissance. Il est à noter que les participations évoluent toutefois à un rythme moins important que les dépenses ce qui met encore une fois en évidence la capacité du SYMCRAU à drainer des subventions des partenaires institutionnels vers le territoire de la Crau. Le rattrapage appliqué sur les années 2017-2019 a permis de consolider les missions existantes conformément à la concertation conduite à l'époque.

Si le portage d'un SAGE dans le cadre de la labellisation EPTB du syndicat est unanimement encouragé par le territoire pour consolider la recharge de la nappe, institutionnaliser les discussions avec la Durance et consolider le modèle économique relatif à l'entretien des canaux, il correspond à une nouvelle dimension pour le SYMCRAU à assortir d'un budget en conséquence.

Dans ce cadre et pour répondre à ces réels enjeux pour le territoire il est envisagé une augmentation des participations statutaires correspondant à ces nouvelles ambitions pour le SYMCRAU. Conformément à la présentation en bureau syndical le 28 novembre 2019, il est de porter **les participations des membres autour de 240 000€ ce qui représente une évolution d'environ 68 000 €** soit une augmentation comprise entre 500€ et 32 000 € pour les membres du Syndicat.

Il est proposé également de tendre vers un élargissement de la gouvernance et des contributions associées auprès des grandes collectivités :

- La Région au titre de sa compétence en matière d'aménagement et au titre de l'attribution récente d'une mission d'animation et de coordination dans le domaine de la gestion de la ressource en eau par un décret en Conseil d'Etat : lien avec l'objet du SYMCRAU, les ressources stratégiques et le futur SAGE

- Le département au titre de sa politique d'accompagnement des collectivités sur le petit cycle de l'eau et son implication sur l'hydraulique agricole : lien avec les missions d'accompagnement technique des services d'eau potable réalisés par le SYMCRAU et avec les sujets afférents au modèle économique du transfert d'eau envisagé dans le SAGE.

Cette perspective avec une entrée entre 30 000 et 50 000 € chacune permettrait une stabilisation à moyen/long terme des contributions des membres actuels après 2020.

**En conclusion, le budget global du syndicat est en légère augmentation pour assurer les nouvelles missions de gestion confiées par le territoire au Syndicat, la structuration nouvelle d'une politique de pédagogie à l'environnement et la montée en puissance des prestations d'expertise pour les membres afin d'accompagner les politiques publiques ainsi que l'investissement dans des locaux. Grâce à une gestion rigoureuse des dépenses, ces nouvelles missions n'occasionnent qu'une évolution très maîtrisée des participations des membres à moins de 70 000 € par an.**



ANNEXE N° 1 :

Participations financières des membres envisagées pour l'exercice 2020  
(Sous réserve du vote du budget)

	Taux statutaire	Participation 2020
<b>METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE</b>	60.90%	144 463.39 €
<b>ACCM</b>	19.20%	45 545.11 €
<b>AUREILLE</b>	0.80%	1 897.71 €
<b>MOURIES</b>	0.80%	1 897.71 €
<b>GPMM</b>	18.30%	43 410.18 €
<b>TOTAL membres TAUX STATUTAIRE</b>		<b>237 214.11 €</b>
<b>CA13</b>	Forfait	3 000.00 €
<b>UBC</b>	Forfait	100.00 €
<b>TOTAL membres FORFAIT</b>		<b>3 100.00 €</b>
<b>TOTAL MEMBRES</b>		<b>240 314.11 €</b>

ANNEXE N° 2 :

Projections financières 2020-2022